

ÉDUCATION Réforme des rythmes scolaires Première manif en vue

Le SNUipp – FSU du Haut-Rhin appelle à deux rassemblements, le 23 janvier à Colmar. Il est contre la réforme des rythmes scolaires sans une refondation globale de l'école.

Le syndicat arrive en tête parmi les enseignants du premier degré, c'est-à-dire l'école maternelle et primaire. Il incite actuellement les écoles à organiser des conseils d'école extraordinaires pour y voter une motion. « Cette motion permettra de se prononcer sur le passage à la semaine de 4,5 jours : acceptation dès 2013, report à 2014 ou maintien pur et simple du rythme actuel », précise François Schverer, co-secrétaire départemental. Ces textes seront ensuite transmis aux maires et aux représentants de l'Éducation nationale.

« Cela va creuser l'inégalité entre les familles »

Le SNUipp appelle aussi d'autres organisations syndicales à une double manifestation le 23 janvier à Colmar : devant l'inspection académique et devant la préfecture. Le SNUipp se dit déçu de la tournure que prend « l'ambitieux projet de la refondation de l'école ». « On était très confiants et tout à fait prêts à soutenir le projet. Mais la réforme des rythmes scolaires a très vite pris le dessus sur le plan médiatique. » Le syndicat a organisé une enquête parmi 24 000 enseignants avec l'institut Harris. « Les collègues souhaitent une grande réforme de l'école afin d'améliorer ses résultats, mais ils disent que cette refondation doit être globale et insister sur les points faibles. »

D'après le SNUipp, le gouvernement « présente des décrets isolés et demande aux acteurs de l'école de donner un avis sans connaître la globalité du projet. Cette méthode apparaît bien brouillonne ». Ce qui a conduit le CSE (Conseil supérieur de l'éducation) du 8 janvier à refuser le projet. Il en a été de même au CTM (Comité technique ministériel) du 11 janvier. Même l'Association des maires aurait changé d'avis.

Le syndicat estime que « la réforme des rythmes scolaires ne peut être le seul levier de la réussite de nos élèves ». François Schverer cite le cas de Ruelisheim qui a pu profiter d'un CEL (contrat éducatif local). Il pense que « les rythmes sont différents d'une école à l'autre car les conditions ne sont pas les mêmes ». Par ailleurs, la semaine de 4 jours et demi « n'allège que très peu le temps de classe chaque jour ». Se pose encore la question de la gratuité voulue par ces enseignants. « Une commune riche et volontaire arrivera à offrir des activités gratuites. Dans les autres cas, cela va creuser l'inégalité entre les familles. L'État fait sur ce thème un chantage plus de discutable : ne proposant son aide financière qu'aux seules communes passant à la semaine de 4,5 jours dès la prochaine rentrée. »

Elles devront sur ce point toutes donner leur avis avant le 1^{er} mars. « Avant, ce sont les conseils d'école qui décidaient et c'est ce qui nous rend le plus amers. »

Appel à rassemblement le 23 janvier à 14 h devant l'inspection académique du Haut-Rhin. Un autre suivra à 15 h devant la préfecture. Le SNUipp sera ensuite reçu par les deux représentants de l'État. (Un préavis de grève est aussi déposé le 31 janvier pour le retrait du jour de carence, les salaires, l'emploi dans la fonction publique et les rapports avec la hiérarchie).

Karine DAUTEL